



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

Liberté
Égalité
Fraternité

RECULE

19 JUIN 2024

DREAL - UIDAM

Secrétariat général
Direction de l'interministérialité
et du développement durable

Bureau des procédures environnementales et foncières

Affaire suivie par : Céline PÉRAL

Tél. 02.41.81.81.63

pref-icpe@maine-et-loire.gouv.fr

Angers, le

14 JUIN 2024

CUID / ADJ	71106124	
RC	EC	RA
	EOL	ASS
	I	A
CP		
INSP		
INSP		
ASS		
REC		
CUN		

Monsieur,

Par correspondance du 18 mars 2021, vous m'avez adressé un dossier de réexamen d'émissions industrielles (IED), accompagné d'un mémoire justificatif de non remise de rapport de base, relatif à vos installations exploitées sur la commune de Longue-Jumelles, en application de l'article R515-71 du code de l'environnement.

Après analyse approfondie du dossier, il apparaît que ce dernier **peut être jugé complet et recevable** puisqu'il comporte l'ensemble des éléments prévus aux articles R.515-71 et R.515-72 du Code de l'Environnement. Toutefois, certains points visés en annexe ci-jointe nécessitent d'être complétés.

Le réexamen au titre de l'article R. 515-70 du Code de l'Environnement, conclut à l'absence de nécessité d'actualiser immédiatement les prescriptions applicables à vos installations par arrêté préfectoral.

L'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) est applicable à vos installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 de la nomenclature des installations classées, **depuis le 4 décembre 2023**. Une copie de cet arrêté vous est remise sous ce pli, à titre de notification.

Je vous rappelle, par ailleurs, que les rejets qui proviennent des installations connexes (eaux de purge de la chaudière et eaux provenant de l'aire de nettoyage des véhicules et de l'aire de station chargement vrac) sont des rejets d'eaux industriels résiduaire. Ces rejets ne sont pas concernés par les NEA-MTD associés aux meilleures techniques disponibles relatives aux installations relevant de la rubrique 3642, néanmoins ils sont réglementés (surveillance et VLE) par l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2012 et les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées.

Enfin, je vous précise que les MTD identifiées dans votre dossier de réexamen sont susceptibles de faire l'objet de contrôles conformément aux articles L. 514-4 et suivants du code de l'environnement.

Je vous prie de recevoir, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le Préfet et par délégation,
le chef du bureau,

Sébastien TOURAINE

Monsieur le directeur
de la société EVIALIS
Zone du chapeau
BP 60518
56000 VANNES

copies :

- DREAL (uidam) et sous-préfecture de Saumur

ANNEXE

Points méritant d'être améliorés à l'issue de l'instruction du dossier de ré-examen

1. L'arrêté préfectoral d'autorisation DIDD-2013 n°74 du 26 mars 2013 mentionne une capacité de 350 t/j au titre de la rubrique 3642-2. L'exploitant devra justifier une capacité supérieure au titre de l'antériorité.
2. L'exploitant devra tenir à disposition une description des items suivants non rappelés de manière détaillée dans le dossier de ré-examen :
 - Lignes de production et d'ensachage des produits ;
 - Atelier de maintenance
 - Local des compresseurs
 - Atelier de fabrication de blocs mélassés et ligne de cuisson de matières premières ;
 - L'ensemble des stockages ;et disposer d'un plan à une échelle appropriée localisant ces différentes installations.
3. L'atelier de maintenance est à considérer comme une installation qui peut être liée aux installations de production et doit donc être intégré au périmètre IED.
4. L'exploitant devra mettre à jour sa situation administrative au titre ICPE et IOTA suite notamment à l'évolution de la nomenclature ICPE (cela est a priori fait dans le cadre d'un porter à connaissance récent concernant une nouvelle ligne d'ensachage qui fera l'objet d'une instruction séparée) ;
5. Tenir à disposition une liste des émissaires atmosphériques en dehors de la chaudière, les localiser sur un plan, décrire le type de traitement, tenir à disposition les résultats de mesure avec comparaison aux NEA-MTD ;
6. Ajout de la ligne de cuisson. Toute modification notable des installations depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation DIDD-2013 n°74 du 26 mars 2013 doit être portée à la connaissance du préfet. L'exploitant examinera l'opportunité de notifier au préfet les modifications notables intervenues depuis 2013 sur son site.
7. Analyse susceptible d'être approfondie concernant la consommation d'eau en lien en particulier avec la thématique sécheresse